

Le pouvoir aux travailleurs

29 AVR 1995

N° 26

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- BILAN DESASTREUX DE LA DEVALUATION, UN AN APRES	2 - 3
- "OPERATION COUPS DE POING" CONTRE LES PAUVRES	4
- UN FRONT REPUBLICAIN POUR FAIRE LA MEME POLITIQUE AU PROFIT DE LA BOURGEOISIE ...	5 - 7
- 1er MAI: LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS BESOIN DE CHARITE	7 - 8
SENEGAL:	
- LES EXPLOITES DE LA CASAMANCE ET CEUX D'AUTRES REGIONS ONT LES MEMES INTERETS ET LES MEMES ENNEMIS	8 - 10
AFRIQUE DU SUD:	
- UN AN APRES LES ELECTIONS MULTIRACIALES, TOUJOURS PAS DE CHANGEMENT EN VU POUR LES TRAVAILLEURS	10 - 11
GABON:	
- LA FACE CACHEE D'UN DICTATEUR	11 - 12
FRANCE:	
- ELECTION PRESIDENTIELLE: SEUL COMPTE LE TROISIEME TOUR SOCIAL: LA LUTTE!	12 - 13

BILAN DESASTREUX DE LA DEVALUATION, UN AN APRES

Lors de sa conférence de presse sur le bilan de la dévaluation le 7 avril dernier, le premier ministre Kablan Duncun a relevé avec joie que le taux d'inflation s'est limité seulement (!) à 32,5% au lieu des 35% qui seraient initialement prévus. Il était heureux de constater que la Côte d'Ivoire a enregistré, pour la première fois depuis des années, un taux de croissance de 1,7% en 1994 et il a prévu une croissance de 6,5% en 1995, etc.

Mais en quoi ce genre de chiffres, que le premier ministre a trouvés très réjouissants, intéressent-ils les travailleurs et les petites gens? Depuis des années, la crise économique a aggravé les conditions de vie déjà difficiles des pauvres. Et quand, l'année dernière, la dévaluation a diminué de moitié la valeur du franc CFA, elle a réduit d'autant leur pouvoir d'achat.

Cette mesure de dévaluation, à elle seule, a appauvri davantage les masses travailleuses, parce qu'elle a, de fait, amputé de moitié le peu d'argent qu'elles gagnent, rendu insignifiantes le peu d'économies qu'elles ont pu réaliser et réduit à zéro tous leurs efforts.

Oui, depuis un peu plus d'un an, avec la dévaluation, la pauvreté est chaque jour plus visible dans les quartiers populaires. Le nombre de mendiants augmente sans cesse. Des gosses de moins de dix ans sont de plus en plus nombreux à aller chercher, dans les poubelles, des déchets comestibles pour ne pas mourir de faim.

Mais même ceux des pauvres qui gagnent leur vie en travaillant, ont de plus en plus du mal à vivre de leur travail. Car comment faire pour vivre avec un petit salaire qui a perdu plus de la moitié de sa valeur (du fait de la

dévaluation), alors que tous les prix augmentent de façon vertigineuse? Pour les pauvres, c'est tous les jours qu'ils se demandent avec angoisse où trouver de l'argent pour nourrir la famille, assurer la scolarité des enfants, payer les transports, l'eau, l'électricité, les soins médicaux, etc.

Sur le marché, les prix des produits de première nécessité tels que le riz, la viande, le lait... sont passés du simple au double, sinon plus. Alors, se baser sur une moyenne de hausses des prix pour se féliciter d'une inflation élevée, tout simplement parce qu'elle serait en-dessous de celle qui était initialement prévue, comme l'a fait le premier ministre, cela montre bien le fait que celui-ci ne vit pas dans le même monde que la population pauvre. Il en est de même pour la croissance qui, même si elle était effective, n'aurait de sens pour les pauvres que si elle se traduisait par une amélioration réelle de leurs conditions de vie.

Au fond, il n'est pas étonnant que le premier ministre soit satisfait des résultats de la dévaluation. Car cette mesure injuste a été justement prise pour faire payer les conséquences de la crise aux pauvres. Cela veut dire que même dans le cas d'un retour de la croissance, comme le prévoit le premier ministre, les "sacrifices" seront toujours imposés aux travailleurs, par exemple sous prétexte que cette croissance est encore fragile. Les patrons et les politiciens à leur service s'arrangeront toujours pour maintenir les salaires bas, et peut-être même les diminuer encore, s'ils sont persuadés qu'il n'y aura aucune résistance de la part des travailleurs.

C'est pourquoi, les travailleurs et les exploités ne doivent pas se contenter des promesses sans lendemain ou d'une augmentation dérisoire des salaires. Compte tenu de la dévaluation et des hausses des prix, il faudrait obtenir au moins le doublement de nos salaires, rien que pour retrouver à peu près notre pouvoir d'achat d'il y a un an.

Mais pour obtenir de véritables augmentations de salaires, pour ne pas être toujours les principales victimes de la politique d'austérité dont la dévaluation n'est d'ailleurs qu'un aspect, il faudra compter sur nous-mêmes, sur notre unité et notre capacité de nous mobiliser.

**"OPERATION COUPS DE POING"
CONTRE LES PAUVRES**

Depuis que le gouvernement a voté une loi consistant à faire fusiller en public des "bandits", tout se passe comme si les policiers ont eu le feu vert pour arrêter à tout moment des petites gens, sans aucune justification. C'est ainsi que ces derniers temps, il y a eu périodiquement des rafles au cours desquelles plusieurs centaines de travailleurs et des jeunes ont été abusivement arrêtés. Cela se passe toujours de la façon suivante:

Dès qu'ils sont arrêtés, ils sont obligés de se mettre torse nu, avant d'être alignés comme des forçats. Puis ils sont poussés comme du bétail dans un camion de la police, dans lequel ils montent à l'aide des coups de matraque. Tout le long du chemin qui conduit à la police, ils sont brutalisés et insultés. Mais cela n'est qu'un avant-goût; puisqu'une fois arrivés à la police, ils seront maltraités et parfois sauvagement battus. C'est ainsi que, certains d'entre eux se sont retrouvés à l'hôpital avec plusieurs points de suture.

La police n'a même pas cherché à connaître l'identité de tous ces gens au moment de leur arrestation. Cela n'avait aucun intérêt pour elle. C'est

seulement au commissariat qu'elle prend les pièces d'identité de ces gens dont leur seul crime est d'être pauvres. Et c'est au moment de leur libération -après au moins un jour et une nuit de garde à vue- qu'ils sont appelés un à un pour récupérer leurs pièces d'identité.

Visiblement, le but que la police recherche à travers ces multiples "opérations coups de poing", est de terroriser l'ensemble des pauvres. En effet, en ces temps de crise où la vie est de plus en plus chère et que les pauvres n'ont même pas les moyens de manger simplement à leur faim, naturellement leur colère s'accumule et risque d'exploser un jour. Alors, il faut les brutaliser, les menacer, leur faire peur afin qu'ils se tiennent tranquilles, même s'ils ne sont pas contents.

Mais à force de voir des policiers partout dans les rues, les pauvres finiront par s'habituer à ce spectacle conçu comme un épouvantail. De plus, les abus de toutes sortes et les brutalités policières risquent d'augmenter les rancœurs de la population et de faire exploser au contraire sa colère. Et ça sera tant mieux!

**UN FRONT REPUBLICAIN POUR FAIRE LA MEME
POLITIQUE AU PROFIT DE LA BOURGEOISIE**

Ainsi, l'alliance tant souhaitée entre le FPI et le RDR, notamment par les journalistes de "La Voie" et "L'Oeil du Peuple", vient de voir le jour : le 5 avril dernier le Front Républicain a été créé. En plus du FPI et du RDR, qui en constituent les groupes les plus importants, ce front comprend également l'UDF, un ensemble de six petits partis dits de gauche dont le PIT.

Dès la formation du Front Républicain, ses principaux dirigeants, Laurent Gbagbo du FPI, Djény Kobina du RDR et Bamba Moriféré de l'UDF, se sont lancés dans une vaste campagne d'explication. De meeting en meeting, en une semaine, ils ont sillonné les dix communes d'Abidjan pour dire que "le Front Républicain a pour objectif l'instauration et la promotion de la démocratie en Côte d'Ivoire". Pour ce faire, ils veulent mobiliser la population afin d'imposer des élections transparentes, seul moyen, selon eux, de battre le PDCI. Ils prétendent que pour changer les choses ou plus précisément pour "refonder" la Côte d'Ivoire, comme le dit Laurent Gbagbo, il suffit de remplacer les hommes au pouvoir. Dans cette optique, à court terme, leur objectif est d'amener le pouvoir à retirer le code électoral qu'ils considèrent comme conçu contre Alassane Ouattara et propice à favoriser des fraudes au profit du PDCI. C'est ainsi qu'ils appellent à une marche de protestation pour le 4 mai prochain.

Nul, pour le moment, ne peut

dire si les dirigeants du Front Républicain finiront par imposer leurs points de vue au gouvernement, pour qui d'ailleurs l'affaire du code électoral semble définitivement close : lors de la récente rentrée parlementaire, le président de l'Assemblée a clairement déclaré que le code sera "intégralement appliqué". Seul donc l'avenir nous situera sur le bras de fer qui semble s'engager entre le PDCI et les partis de l'opposition à propos des futures élections.

Mais une chose est certaine : quelle que soit l'issue des contradictions entre le pouvoir et l'opposition, les populations pauvres n'ont rien à en attendre. En effet, quand les Gbagbo, Kobina, Moriféré et autres Wodié prétendent qu'il suffit de balayer la clique du PDCI au pouvoir pour qu'un changement notable se produise dans le pays, ils ne cherchent qu'à tromper les petites gens. D'ailleurs, cette thèse n'est pas nouvelle. Au temps d'Houphouët déjà, le FPI et ses alliés de l'époque disaient que l'équipe dirigeante d'alors était vieille, usée et qu'il fallait la remplacer par des gens neufs, jeunes, présentés comme étant capables de mieux gérer les affaires de l'Etat. Aujourd'hui, c'est le même refrain que l'on nous chante sur l'air des élections, en cherchant à faire croire que c'est un individu, Bédié, ou un groupe d'individus qui est à l'origine de la situation actuelle du pays dont les principales victimes sont les

masses pauvres. Il est vrai que les dirigeants politiques ont leur part de responsabilité dans l'aggravation de la misère actuelle, ne serait-ce qu'en détournant une partie des richesses nationales à leur profit personnel. Mais là n'est pas l'essentiel. Le véritable responsable de la crise actuelle est le système capitaliste.

Quand ces politiciens posent le problème du changement en termes d'hommes, ils cherchent en réalité à empêcher les masses pauvres de comprendre la source profonde des problèmes auxquels elles sont confrontées, de détourner leur attention des vraies causes de la dégradation permanente de leurs conditions de vie. En effet, le souci essentiel des masses pauvres n'a jamais été et n'est pas de savoir qui, d'un Bédié, Gbagbo, Alassane ou Wodié, est le meilleur. Leurs préoccupations sont ailleurs.

A cause des licenciements, du blocage des salaires d'abord et de l'augmentation des prix de tous les produits de première nécessité consécutive à la dévaluation ensuite, de plus en plus, les pauvres s'enfoncent dans la misère et la désolation. A la campagne comme en ville, nombreuses sont les familles où l'on ne mange qu'une seule fois par jour et encore, où l'on meurt tout simplement faute de nivaquine ou d'eau potable. Nombreuses également sont les familles dont les enfants ne vont pas à l'école et sont obligés de travailler très jeunes, à 8 ou 10 ans, à cause des frais scolaires très élevés. Pour l'écrasante majorité de la population, la question qui se pose quotidiennement est : "Comment faire pour apporter de quoi manger à la maison ?" "Comment faire pour s'en sortir?". Voilà les préoccupations des masses pauvres!

Et ce qui les intéresse, c'est de savoir comment se débarrasser de ces maux dont elles sont les principales victimes.

Dans la société actuelle, la société capitaliste, divisée en classes, où une minorité de riches vit de l'exploitation des ouvriers et des paysans pauvres qui travaillent, produisent et créent les richesses, eh bien la pauvreté, les maladies, les injustices et la dictature ne sont pas le fait de tel ou tel homme politique, même s'il s'agit d'une véritable ordure. Elles sont le résultat de la manière dont la société est organisée exclusivement au profit d'une poignée de riches bourgeois. Les hommes politiques qui dirigent ne sont que des laquais au service d'un ordre social dominé par la bourgeoisie.

Si donc on veut en finir avec la situation actuelle, c'est-à-dire l'exploitation, les injustices, les maladies, etc, il ne suffit pas de remplacer la clique de Bédié par une autre, issue de l'opposition. Nulle part au monde, un simple changement d'hommes au pouvoir n'a entraîné une amélioration de la vie de la majorité pauvre. On le voit tout près de nous, au Niger, au Bénin, par exemple, où les anciens dictateurs, battus aux élections, ont été remplacés par de nouveaux dirigeants issus de l'opposition sans que rien ne change dans la vie réelle des masses pauvres.

Pour un véritable changement, il faut attaquer le mal à la racine : il faut combattre le capitalisme lui-même et le détruire, c'est-à-dire arracher des mains des bourgeois les richesses qu'ils ont volées et les mettre à la

disposition de la société. La ligne de démarcation n'est pas entre "démocrates" et "non démocrates", mais entre riches et pauvres, exploités et exploités, bourgeois et prolétaires. Un changement véritable passe par la lutte des classes, la lutte organisée des pauvres contre les riches. Mais

de cela, comme des vrais problèmes de la population, les dirigeants du Front Républicain ne veulent pas parler, tout simplement parce qu'en réalité ce qu'ils cherchent, c'est remplacer l'équipe de Bédié ou en faire partie pour continuer la même politique au profit de la bourgeoisie.

1er MAI :
LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS BESOIN DE CHARITE

Dans un article intitulé "Les Bonnes nouvelles", le journal "Fraternité-Matin" du samedi 29 avril laisse entendre que, le 1er mai, le pouvoir annoncera une augmentation des salaires. Il déclare même qu'il avait prévu cela parce que le 10 avril, il a notamment écrit : "Les travailleurs espèrent secrètement que le pouvoir reconnaissant saura faire un petit geste en leur faveur... Ils attendent avec impatience la fête du 1er mai, convaincus qu'ils entendront de bonnes nouvelles". Et de l'éventualité de cette augmentation des salaires, "Fraternité-Matin" tire la conclusion selon laquelle Bédié est un "homme d'action concrète et non de démagogie facile".

Ainsi donc, selon "Fraternité-Matin", c'est en bien-facteur, en bon samaritain soucieux des problèmes des petites gens que Bédié va décider l'augmentation des salaires! Que ces journalistes-là ou plutôt ces griots payés pour chanter les louanges de leur maître pensent ainsi n'est pas étonnant. Ce n'est que dans la norme des choses. Ils ne font que le travail pour lequel on leur donne

quelques miettes pour se nourrir. Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à agir ainsi. Bien d'autres intellectuels, journalistes, professeurs, avocats et autres, en font de même, lèchent les bottes des plus riches, cherchent à convaincre les pauvres qu'ils ont besoin de ces derniers, que leur bonheur dépend d'eux.

Mais les travailleurs n'ont aucun intérêt à écouter de telles sirènes, à croire en de telles bêtises. Contrairement à ce que pense "Fraternité-Matin", ils n'ont pas besoin des représentants de la bourgeoisie. Il n'y a, non plus, aucune raison pour qu'ils leur doivent respect et reconnaissance. Car, ces gens-là et les riches qu'ils servent ne le méritent pas, eux qui sont inutiles, qui vivent de l'exploitation des pauvres, comme des parasites nuisibles se gavant du sang de la population, qui accaparent les richesses, le fruit du travail collectif, les dilapident, condamnant des millions de familles à la misère et aux maladies.

En revanche, les travailleurs n'ont aucune honte à se

regarder en face. Ils doivent être fiers de ce qu'ils sont : les bâtisseurs de la société. Dans les usines, les ports, les chantiers, les transports, les plantations, etc, ce sont eux qui travaillent, produisent et créent les richesses indispensables à la vie de la communauté. Rien ne peut marcher sans eux. C'est de leur travail que vit la société comme un arbre de la sève.

Ils n'ont par conséquent aucun intérêt à être reconnaissants vis-à-vis de qui que ce soit, surtout pas du côté de ceux que "Fraternité-Matin" prétend être leurs bienfaiteurs, d'autant plus que même si, comme le croit ce journal, le pouvoir annonce une augmentation des salaires, pour les travailleurs,

ce ne sera pas suffisant. Le compte ne sera pas bon.

Les travailleurs n'ont pas besoin des miettes, moins encore de la charité. Ce qu'ils réclament, c'est le droit à la vie, le partage des richesses qu'ils ont eux-mêmes créées mais que la bourgeoisie confisque et gaspille. Tel est le sens profond des grèves qui ont éclaté ici et là ces derniers temps. Peut-être que la bourgeoisie, les journalistes et autres larbins à son service ne l'ont pas encore compris, mais le jour où la colère populaire qui semble monter aujourd'hui à cause de la cherté de la vie leur explosera au nez et s'attaquera à leurs privilèges, ils le comprendront vraiment.

SENEGAL:

LES EXPLOITES DE LA CASAMANCE ET CEUX D'AUTRES
REGIONS ONT LES MEMES INTERETS
ET LES MEMES ENNEMIS

Le 13 avril dernier on apprenait par la presse que quatre touristes français étaient portés disparus en Casamance depuis le 6 avril. L'hypothèse de l'enlèvement par les indépendantistes du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance) a été avancée bien que les instances officielles de ce mouvement ne le revendiquent pas. Par l'intermédiaire de son quotidien "Le Soleil", le gouvernement sénégalais a déclaré qu'il ne s'agissait pas de touristes mais d'"instructeurs" militaires qui seraient allés en Casamance pour aider les indépendantistes. De leur côté, les autorités françaises se sont

empressées de démentir ces accusations prétendant qu'il s'agit de paisibles touristes partis en visite dans le parc forestier de la Basse Casamance.

Quelle que soit l'origine exacte de cette "disparition", elle a au moins permis de porter à la connaissance d'un grand nombre de personnes, notamment en France, que dans cette région située au Sud du Sénégal il n'y pas qu'une jolie plage, une belle forêt tropicale luxuriante et un "Club Med" réservé aux touristes qui ont des moyens, atterrissant directement au pied d'un hôtel de luxe et qui ne connaissent du Sénégal que cet

endroit isolé et rien de ce qui se passe à l'extérieur.

C'est depuis des années que cette région du Sénégal connaît des troubles, des émeutes, des affrontements militaires entre les troupes gouvernementales et celles des indépendantistes. Des villages entiers ont été abandonnés par leurs habitants. Quand ce n'est pas les troupes armées des indépendantistes qui brûlent les maisons des villageois ou les tuent impitoyablement sous prétexte qu'ils ne veulent pas collaborer avec elles, ce sont les troupes gouvernementales qui agissent de la même sorte en accusant ces villageois de cacher et d'aider les "rebelles".

C'est une véritable guerre que livre dans cette région l'armée sénégalaise. Une guerre avec son lot de morts et de désolation. Les chars d'assaut encerclent les villages et bombardent sans distinction.

C'est ainsi que dans la région d'Oussouie, plusieurs villages sont désertés. Les cultivateurs pris en otages par les uns et les autres ne peuvent plus cultiver la terre. Certains sont allés se réfugier en Guinée Bissau, pays frontalier à la Casamance. L'armée sénégalaise n'avait pas hésité à pourchasser les villageois jusqu'en Guinée Bissau, aggravant ainsi la tension entre les deux pays. Tout récemment, le président Sénégalais, Abdou Diouf, est allé s'"excuser" auprès de son homologue bissau-guinéen pour avoir fait bombarder "par erreur" par son armée des villages bissau-guinéens. Il a d'ailleurs obtenu l'appui de l'armée bissau-guinéenne pour ratisser les villages frontaliers. L'armée française basée à Dakar a, elle aussi, envoyé ses avions pour

survoler la région de la Basse Casamance et aider l'armée sénégalaise soi-disant pour rechercher les Français disparus mais en réalité pour mater la rébellion.

Le gouvernement sénégalais reconnaît que depuis le mois de janvier, il y aurait eu une dizaine de morts parmi les civils et cinq du côté des militaires. Mais chacun sait que parmi les civils il y a certainement beaucoup plus de victimes que celles déclarées par les autorités sans compter les morts antérieurs à janvier.

Un accord de cessez-le feu a été signé en juillet 1993 entre Diouf et les dirigeants du MFDC après plus de dix années de guerre de guérilla tantôt ouverte tantôt feutrée. Les dirigeants officiels du MFDC ont accepté cet accord en échange de quelques avantages et privilèges tels que des octrois de postes bien payés à certains dirigeants, du matériel et des voitures mis à leur disposition et une promesse d'un budget de 4 milliards de FCFA soi-disant pour promouvoir le "développement de la Casamance".

Cet accord de cessez-le-feu entre le pouvoir et le MFDC (en tout cas entre les dirigeants officiels du MFDC et le pouvoir) tiendrait toujours mais il faut croire que dans les instances dirigeantes de ce mouvement tout le monde ne semble pas content de son sort et estime qu'il n'a pas suffisamment gagné dans l'affaire. Une partie de ce mouvement semble contester la direction officielle et veut certainement faire monter les enchères pour bénéficier, elle aussi, de la manne de l'Etat.

Tous ces gens-là, les uns

comme les autres, qui prétendent agir au nom des intérêts de tous les Casamançais se moquent bien sûr des intérêts de ceux-ci et plus particulièrement des plus pauvres, des petits paysans qu'ils méprisent et qu'ils prennent en otage, tout comme le fait le pouvoir de Diouf. La seule chose qui les intéresse, c'est comment tirer le plus de bénéfice, pour eux personnellement, de cette situation.

Pour les travailleurs comme pour les petits paysans de la Casamance, les ennemis, ce ne

sont pas ceux qui sont venus du Nord du Sénégal pour vivre de leur travail sans exploiter ni exproprier les petits paysans. Les dirigeants du MFDC, tout "casamançais" qu'ils soient, ne sont ni les alliés des pauvres et des travailleurs de leur région ni leurs défenseurs comme ils le prétendent, mais leurs ennemis de classe. Ils n'ont rien de mieux que les représentants du pouvoir et de l'armée qui sont les défenseurs de tous les riches contre tous les pauvres quelles que soient leur ethnie ou leur région d'origine.

AFRIQUE DU SUD:

UN AN APRES LES ELECTIONS MULTIRACIALES,
TOUJOURS PAS DE CHANGEMENT EN VUE
POUR LES TRAVAILLEURS

Nelson Mandela et les dirigeants de l'ANC s'apprêtent à souffler sur la première bougie de leur accession aux commandes de l'Etat suite aux premières élections multiraciales.

Les lois racistes et l'apartheid ont été gommés dans les textes des institutions. Le gouvernement jusque-là aux mains exclusives des Blancs dut céder la place à un gouvernement à majorité noire. A part cela il n'y a pas d'amélioration quant à la situation des travailleurs de ce pays.

La majorité des Noirs restent en dessous du seuil de pauvreté. Plusieurs grèves dites sauvages ont éclaté durant les derniers mois dans la métallurgie, les transports, le commerce etc... Les travailleurs se battent en ordre dispersé car

les dirigeants syndicaux liés à l'ANC, donc au gouvernement, freinent les mouvements. Certains députés ANC s'en inquiètent, tel un certain Marcel Golding, un ancien dirigeant syndical des mines élu député en 1994 : "La population s'impatiente. On blâme les Wabenzi ces nouveaux arrivistes de l'ANC qui traversent les cités noires au volant de leur mercedes Benz, qui regardent le peuple de haut en disant: "soyez patients, le changement ne peut venir du jour au lendemain!"

D'après une étude de la banque mondiale, un dixième de la population accapare 51% de la richesse nationale. Les Noirs, 75% de la population n'en reçoivent que 27%. Leur niveau de vie ne cesse de baisser car l'inflation qui avoisine le taux de 10% affecte surtout les

revenus populaires par l'augmentation des prix des aliments de base. Par contre la proportion de Noirs qui font partie des privilégiés grandit selon la même étude. Ils représentent 26% des 20% des plus riches (contre 10% il y a vingt ans).

Selon le mensuel "le Monde diplomatique" de février dernier, certains conflits ont éclaté dans des entreprises possédées par des Noirs. Au mois de janvier, trois mille travailleurs se sont mis en grève dans la National Sorghum de Soweto. Les affrontements avec la police y auraient fait un mort. L'entreprise a obtenu du tribunal que les grévistes ne s'approchent pas des usines à moins de 500 mètres.

L'ANC est un parti aux mains

des notables noirs. Aux lendemains des élections, Mandela lui-même a déclaré que "le programme de l'ANC ne mentionne même plus le mot de nationalisation, il n'y a aucune déclaration qui nous lie de quelque manière que ce soit à l'idéologie marxiste".

Mandela a raison. Il est au service des riches et n'a rien à voir avec une idéologie qui défend les intérêts des exploités. Oui, un parti marxiste représentant les intérêts des travailleurs et de la population pauvre fait cruellement défaut aujourd'hui. Sans un tel parti, la prétendue "transition démocratique" en oeuvre depuis un an risque de continuer à n'être qu'une tromperie pour les travailleurs.

GABON : LA FACE CACHEE D'UN DICTATEUR

Depuis quelques jours, la presse française et gabonaise polémique sur une sombre affaire qui concerne directement le dictateur Omar Bongo. Certains journaux français ont révélé que Bongo achetait des centaines de costumes à un grand couturier de Paris, pour 200 millions francs CFA chaque année.

On retrouve à travers ces dépenses superflues le gaspillage scandaleux auquel les dirigeants africains sont habitués, alors que dans ce continent il y a tant de besoins élémentaires que la plupart des gens n'arrivent pas à satisfaire. Mais un Bongo ne s'embarrasse pas de cet aspect des choses qu'il trouve naturel.

Ce qu'il n'admet pas, c'est les révélations de la presse selon lesquelles il exigeait que ses marchandises soient accompagnées par des filles triées sur le volet. Une fois arrivées sur place, elles étaient à la merci de ce dictateur qui, paraît-il, n'hésitait pas à abuser de leur personne.

Bongo, irrité par cette campagne de presse, décide de faire rappeler son ambassadeur et demande au gouvernement français d'intervenir en sa faveur pour faire taire les médias. Ce que ce dictateur ignore, c'est qu'en France les médias ne sont pas forcément aux ordres de Matignon (primature),

comme c'est le cas à Libreville où il peut interdire arbitrairement des journaux de l'opposition. Et ce que dit la presse concernant la séropositivité de Bongo et ses agissements phalocrates n'est peut-être pas dénué de tout fondement. Il n'y a pas de fumée sans feu.

Si ces accusations sont

fondées, cela montre simplement que ce dictateur ignoble n'est égal qu'à lui-même. Et heureusement, la presse n'est pas partout sous les bottes de ceux qui nous gouvernent. Car ce n'est pas plus mal qu'elle dévoile de temps en temps le vil comportement des dictateurs et montre au grand jour leur vrai visage peu ragoûtant.

ELECTION PRESIDENTIELLE EN FRANCE
SEUL COMPTE
LE TROISIEME TOUR SOCIAL :
LA LUTTE!

Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle qui vient de se dérouler en France ont montré que la droite et l'extrême droite totalisent environ 60% de l'électorat. Les voix de Le Pen et de De Villiers font environ 20%. Selon les sondages Chirac sera probablement élu au soir du deuxième tour. Cet homme, on le sait, est un ennemi des travailleurs.

Lionel Jospin, le candidat du PS veut "rassembler toutes les forces de gauche et de progrès" mais nous savons à l'avance que sa politique, s'il arrive au pouvoir, ne sera pas différente de celle de Chirac. Durant les deux septennats de Mitterrand, le PS a régné pendant dix années. Soutenu par le PC au début du premier septennat, le PS avait même eu la majorité absolue au parlement. Pourtant on a vu que non seulement il n'a pas été capable de mettre fin au chômage mais au contraire toute la politique qu'il avait menée était destinée à satisfaire la volonté du patronat. C'est sous son

gouvernement, avec des ministres du Parti Communiste Français, que les premiers blocages des salaires ont été décidés. Ensuite ce furent les licenciements massifs dans les grandes entreprises. Et pendant que les gouvernements successifs du PS faisaient subir la politique d'austérité et de rigueur à la classe ouvrière, le patronat, lui, affichait des profits colossaux qui allaient dans la spéculation.

Vis-à-vis des pays du tiers-monde et plus particulièrement des anciennes colonies françaises d'Afrique, l'impérialisme français, avec à sa tête des hommes de gauche ou de droite, a toujours eu la même politique. Tous ont continué à soutenir les dictateurs africains. L'armée française sous Giscard comme sous Mitterrand a volé plusieurs fois au secours de ces dictateurs, chaque fois qu'ils avaient eu à faire à des émeutes populaires.

Jospin a été ministre sous

les gouvernements de la gauche et il avait cautionné toute la politique de cette gauche contre les intérêts des travailleurs de France et contre les populations des pays africains.

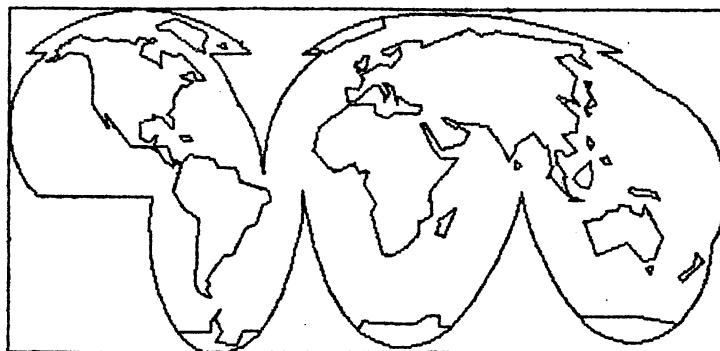
Alors, ni les travailleurs de France ni ceux d'Afrique n'ont rien à attendre de ces hommes qui ont déjà prouvé de quel côté ils se trouvent.

Les travailleurs n'ont rien à attendre non plus des élections. Le seul moyen pour ces derniers de changer véritablement leur sort, c'est la lutte. C'est dans la lutte, dans les grèves et dans les manifestations que les travailleurs sont forts et peuvent imposer ensemble leurs revendications. Et les travailleurs immigrés qui sont exclus de

ces élections parce que privés du droit de vote bien qu'ils vivent et payent leurs cotisations et leurs impôts en France comme tous les autres travailleurs, se retrouveront côte à côte avec ceux-ci pour exprimer leur colère et préparer le "troisième tour social", le seul qui sera déterminant dans l'avenir.

Nulle part, les élections n'ont apporté un changement dans la vie des travailleurs. De la même manière qu'en France ils seront bien obligés de se battre pour imposer, par exemple, les 1.500 FF (150.000 FCFA) par mois que certains réclament, dans d'autres pays, c'est aussi sur les luttes -et non sur des élections quelconques- que les travailleurs doivent compter.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.